



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1997/392
23 mai 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 23 MAI 1997, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-jointe la lettre datée du 23 mai 1997 que j'ai reçue du Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies (voir annexe). Elle était accompagnée du quatrième rapport bimensuel sur la force multinationale de protection pour l'Albanie, que le Conseil de sécurité avait demandé dans sa résolution 1101 (1997) du 28 mars 1997.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) Kofi A. ANNAN

ANNEXE

Lettre datée du 23 mai 1997, adressée au Secrétaire général par
le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de
l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous présenter le quatrième rapport sur la force multinationale de protection pour l'Albanie (voir appendice). Il fait suite à la demande exprimée par le Conseil de sécurité au paragraphe 9 de sa résolution 1101 (1997), en date du 28 mars 1997 : le Conseil y priait les États Membres participant à la force multinationale de protection de lui présenter des rapports périodiques par l'entremise du Secrétaire général, au moins toutes les deux semaines. Le troisième rapport vous a été communiqué le 9 mai (S/1997/362, annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et du quatrième rapport comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Giulio TERZI

APPENDICE

Quatrième rapport au Conseil de sécurité sur les opérations de la force multinationale de protection pour l'Albanie

I. INTRODUCTION

1. Le 28 mars 1997, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1101 (1997), au paragraphe 2 de laquelle il se félicitait "que certains États Membres aient offert de mettre temporairement en place une force multinationale de protection à effectifs limités afin de faciliter l'acheminement rapide et sûr de l'assistance humanitaire et d'aider à créer le climat de sécurité nécessaire aux missions des organisations internationales en Albanie, y compris celles qui apportent une assistance humanitaire".

2. Au paragraphe 9 de la même résolution, le Conseil de sécurité a prié les États Membres participants à la force de lui présenter, par l'entremise du Secrétaire général, des rapports périodiques à ce sujet au moins toutes les deux semaines. Le premier de ces rapports, présenté le 9 avril 1997 (S/1997/296, annexe), donnait notamment des précisions sur les paramètres et les modalités de l'opération, tels qu'ils se dégageaient des consultations entre les États Membres participant à la force et le Gouvernement albanais; le deuxième rapport a été présenté le 25 avril 1997 (S/1997/335, annexe) et le troisième le 9 mai 1997 (S/1997/362, annexe). Le présent rapport, le quatrième, porte sur les événements survenus entre le 7 et le 22 mai 1997.

II. FORCE DE PROTECTION MULTINATIONALE

Direction politique

3. Le Comité directeur, composé des directeurs politiques des pays fournissant des contingents et du commandant de l'opération, continue de suivre la situation d'ensemble sur le terrain et de vérifier que les activités de la force sont pleinement conformes à la mission que lui a confiée le Conseil de sécurité. Il se réunit chaque semaine et, jusqu'à présent, a siégé les 4, 9, 14, 23 et 30 avril, et les 6, 14 et 22 mai.

4. Une réunion extraordinaire au niveau ministériel, à laquelle ont participé les ministres des affaires étrangères et de la défense des pays fournissant des contingents, s'est tenue à Paris le 13 mai.

5. Le Portugal, ayant officiellement décidé de fournir à la force un avion de transport et son équipage, a rejoint le Comité directeur à sa séance du 14 mai. La Belgique continue d'assister aux séances du Comité en qualité d'observateur.

6. Des représentants des organisations internationales ci-après assistent régulièrement aux réunions du Comité directeur en qualité d'observateurs : Organisation des Nations Unies, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Union européenne (UE), Union d'Europe occidentale (UEO) et Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

/...

Coopération avec les autorités albanaises

7. Le Secrétaire d'État aux affaires étrangères, M. Pavli Zeri, a assisté à la séance du Comité directeur le 14 mai. Il a confirmé que le Gouvernement albanais appuyait pleinement les opérations de la force multinationale de protection et a exprimé la gratitude de celui-ci pour les activités humanitaires qui se déroulaient dans les conditions de sécurité assurées par la force. Il a aussi fourni au Comité des informations sur la situation dans le pays et sur les difficultés politiques que celui-ci connaissait en ce qui concerne le processus devant mener aux élections.

8. Le Comité directeur compte rester en relations constantes avec les autorités albanaises, en particulier avec la Commission centrale créée à Tirana pour servir d'organe interministériel de coordination et de contact avec la force.

9. De nombreuses réunions ont eu lieu au niveau politique entre des membres du Gouvernement albanais et les autorités des pays fournissant des contingents. Le Premier Ministre albanais, M. Bashkim Fino, accompagné de plusieurs membres de son gouvernement, a rencontré à Rome, le 10 mai, le Premier Ministre italien, M. Romano Prodi, et les membres compétents du Gouvernement italien pour une évaluation d'ensemble de la situation.

10. Au niveau local, la force a en plusieurs occasions établi des contacts avec les autorités de district et les commandants des postes de police.

Coopération avec les organisations internationales

11. Le représentant personnel du Président en exercice de l'OSCE, M. Franz Vranitzky, est venu plusieurs fois en Albanie pour promouvoir un compromis politique en vue de l'organisation des élections parlementaires selon des procédures acceptables pour tous les partis. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) continuent leur campagne de vaccination des enfants contre la polio. Une mission d'évaluation de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) est arrivée à Tirana la première semaine de mai. Les premiers éléments de mission de l'UEO chargée d'exécuter un programme de conseils, de formation et d'appui au bénéfice de la police albanaise a commencé ses activités à Tirana le 12 mai.

12. Le force continue d'assurer la sécurité des missions civiles et humanitaires et des convois humanitaires. Plusieurs organismes des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'UNICEF et l'OMS, ainsi que le Département des affaires humanitaires du Secrétariat, sont actifs en Albanie et maintiennent des contacts opérationnels avec la force pour ce qui concerne la sécurité.

Déploiement de la force

13. La force a étoffé son organisation militaire en Albanie : le contrôle des principaux points d'entrée est désormais acquis et le déploiement des contingents de la force s'est achevé comme prévu sans aucun problème. La force

/...

étend maintenant progressivement les zones où la sécurité est assurée dans tous le pays.

14. Au 22 mai, le déploiement de 6 556 membres de la force était achevé. L'unité médicale slovène est arrivée en Albanie le 16 mai et a été déployée à Rinas. La répartition des contingents déployés est actuellement la suivante : Autriche (115 hommes); Danemark (59); Espagne (344); France (954); Grèce (788); Italie (3 099); Roumanie (399); Slovénie (24); et Turquie (774).

Aperçu des opérations

15. Dans l'exécution de son mandat, la force a pris le contrôle de nombre des principales routes et voies de communication en Albanie. La sécurité de plusieurs convois civils et humanitaires a été assurée.

16. Des missions de reconnaissance, y compris navales, des transports aériens et des patrouilles ont été effectués à de nombreuses reprises dans le nord de l'Albanie, ainsi que dans le centre et dans le sud du pays. Le 13 mai, les missions de reconnaissance ont commencé dans les régions du pays auxquelles la force multinationale de protection prévoit d'étendre sa présence.

17. À la demande du Commandement de la force, et par l'intermédiaire du Comité de coopération entre civils et militaires, des mesures de protection ont été prises au bénéfice de l'OMS, de l'UNICEF et de plusieurs missions d'organisations non gouvernementales se déplaçant en Albanie.

18. La force continue de fournir une assistance et une protection aux visites officielles en tant que de besoin.

III. CONCLUSIONS

19. Le déploiement de la force a un effet favorable sur la situation d'ensemble au regard de la sécurité en Albanie ainsi que les autorités locales l'ont souligné à plusieurs reprises.

20. Toutefois, des problèmes de sécurité persistent dans certaines zones du nord de l'Albanie et dans le Sud. Des bandes armées demeurent actives, en particulier durant la nuit, et dans certains cas elles mettent en péril la sécurité des missions d'assistance et des convois de secours humanitaire.

21. En certaines occasions, des contingents de la force ont essuyé des tirs d'armes à feu, mais il n'y a pas eu de blessés.

22. La criminalité organisée et les rançonnements continuent de constituer des obstacles à la reprise totale des activités économiques et sociales, en particulier là où le contrôle de la police est insuffisant ou inexistant.

23. La situation politique dans le pays est préoccupante, compte tenu des efforts que déploie la communauté internationale pour contribuer au règlement de la crise albanaise.
